« Ce superbus, c'est le choix de la médiocrité » : malgré le feu vert du préfet, les partisans du tramway ne désarment pas dans la métropole toulonnaise

Qu'importe que le préfet du Var ait donné son feu vert au projet de « superbus » dans l'aire toulonnaise : les partisans du tramway ne désarment pas.





Ils n'ont pas mis longtemps à dégainer. Quatre jours après que le préfet du Var

Simon Babre a déclaré d'utilité publique le projet de Bus à haut niveau de service (BHNS) dans l'aire toulonnaise, le Collectif tramway et transports en commun annonce lancer un recours contre l'opération.

D'abord gracieux, celui-ci se transformera sans doute en recours contentieux devant le tribunal administratif si, comme on l'imagine, la présidence de la métropole TPM, aux manettes dans cette histoire, reste sourde aux arguments de ces militants.

« Ce BHNS, c'est le choix de la médiocrité », s'agace Maurice Franceschi, président du collectif. « Nous ne pouvons nous contenter de cette solution au rabais qui n'est pas à la hauteur d'une métropole de 450 000 habitants. Nous avons besoin d'un tramway qui permettrait de transporter deux fois plus de passagers par rame, avec une ponctualité d'un site propre à 100 % et une attractivité de 50 % supérieure. »

Le rapport de la commission d'enquête brandie

Entre autres reproches faits au désormais fameux « superbus », le collectif déplore ainsi qu'il est prévu pour se retrouver « à au moins 30 % dans la circulation automobile, en particulier à Saint-Jean-du-Var et à la Coupiane, ce qui dégradera la vitesse commerciale et la régularité ». D'une manière générale, les partisans du tramway soulignent que la commission d'enquête publique, qui a rendu son rapport le 1^{er} août dernier, avait elle-même « émis des doutes sur la viabilité du projet en terme stratégique, de validation du concept et de choix du mode ». Un avis très critique dont n'a pas tellement tenu compte le préfet.

Pour Maurice Franceschi, c'est le signe que le représentant de l'État n'avait tout simplement pas d'autres choix. « C'est pour éviter une dégradation du service public des transports par l'absence d'un autre projet. Mais celui-ci ne permettra que de compenser l'augmentation de la population et fera stagner le niveau des transports en commun à moins de 10 %, alors que les autres métropoles françaises en sont à plus de 20 %. »

L'appel lancé aux candidats à l'élection municipale

Rappelons que ces futurs véhicules, électriques et mesurant jusqu'à 24 mètres de long, devront relier, à horizon 2028, le technopôle de la mer (Ollioules) à Bir-Hakeim (Toulon). Puis en 2037, cette fois sur vingt-huit kilomètres et au travers de 65 stations, l'Espace Marine (La Seyne) à la gare de La Pauline (La Garde).

Le coût du chantier, qui doit être lancé avant la fin de l'année, est estimé à 395 millions d'euros. « Un gaspillage d'argent public » pour les pro-tram Lesquels attendent désormais beaucoup des prochaines échéances électorales. « Nous souhaitons que toutes les listes candidates aux élections municipales rectifient ce choix en revenant à un projet de tramway. Projet qui a bénéficié d'une déclaration d'utilité publique en 2005 et qui aurait permis d'avoir un réseau de transports en commun digne d'une grande métropole ».